Chapitre 7. Les enjeux du projet Rônier

Géraud Magrin

7.1 Introduction

Le projet Rônier présente une certaine originalité si on le situe sur le temps long de l'histoire économique de l'Afrique. En effet, l'insertion du continent dans la mondialisation s'est faite pour l'essentiel par l'exportation de matières premières brutes. Les investissements qui ont permis l'essor de l'exploitation pétrolière, à partir des décennies 1950-1960, ont d'abord visé l'exportation non transformée de la production, avant de s'accompagner, dans un faible nombre de cas, d'une valorisation du potentiel des hydrocarbures au service des besoins nationaux. Mais celle-ci reste toujours limitée.

Or, au Tchad, la CNPC[98] s'implante en commençant par relier des champs de pétrole à une raffinerie tournée vers le marché intérieur, qu'il soit tchadien ou régional. Ce projet s'inscrit cependant dans le cadre d'une stratégie d'investissement de la Chine en Afrique parfois controversée. Le volontarisme qui y préside pour assurer la satisfaction des besoins chinois en matières premières mettrait au premier plan les relations politiques bilatérales, au détriment de la protection de l'environnement et des intérêts des acteurs nationaux (Alden *et al*., 2009 ; Munson *et al*., 2010). Il s'agira donc ici de se demander si la nature du projet Rônier et ses suites envisageables, telles qu'on peut les percevoir au cœur de la période de la construction, sont porteurs de risques importants pour leur milieu d'accueil, ou au contraire s'ils ne permettraient pas un tournant en matière de développement national – en fournissant de l'énergie et en stimulant un processus d'industrialisation.

[98] China National Petroleum Corporation.

Il n'existe pas encore de littérature scientifique sur le projet Rônier, ni même presque de littérature grise, hormis un rapport de suivi (Gramptc, 2010). La presse nationale n'a guère couvert que les moments officiels d'inauguration des sites de travaux ; les médias internationaux ignorent le sujet. Un tel silence contraste fortement avec le battage médiatique qui avait entouré l'accompagnement du projet Exxon de Doba par la Banque mondiale. Au Tchad, les quelques textes qui évoquent la négociation pour obtenir une utilisation locale de l'énergie associée à l'exploitation pétrolière concernent le projet Doba : depuis son origine jusqu'à la période récente, le torchage du gaz de production des champs de Komé est en effet critiqué par les ONG ; l'État a aussi souhaité bénéficier d'un approvisionnement électrique supplémentaire à partir des centrales[99] de Komé pour alimenter le réseau national (voir Petry *et al*., 2005). Mais la mention de cette question dans les versions successives des rapports du Gic[100] montre la difficulté de faire aboutir une telle revendication. Par ailleurs, la littérature dominante sur les investissements chinois en Afrique, notamment dans le secteur extractif, présente une vision plutôt négative de leurs impacts environnementaux, pour plusieurs raisons : la dimension stratégique des investissements leur conférerait une dimension politique qui relèguerait au second rang les préoccupations environnementales ; par ailleurs, ces investissements portent sur des domaines (pétrole, mines, énergie, et infrastructures liées) à impact environnemental élevé. Ils s'inscrivent dans des contextes nationaux - des pays appartenant au groupe des Pays les Moins Avancés (PMA) - à faibles capacités de régulation, porteurs de vulnérabilité. Enfin, l'utilisation de standards environnementaux plus bas que ceux

[99] Les générateurs de Komé utilisent du gaz et du pétrole brut. Ils servent au fonctionnement du système d'exportation. L'utilisation d'une partie de l'énergie produite pour les besoins régionaux apparaît techniquement possible, une turbine (sur quatre actuellement installées) pouvant permettre de satisfaire par exemple la quasi-totalité des besoins de la zone soudanienne, qui regroupe environ 45% de la population du pays. La question des conditions de transport de l'énergie reste un difficile préalable à résoudre.

[100] Groupe international consultatif.

des *majors* occidentales constituerait un aspect de la compétitivité des entreprises chinoises (Bosshard, 2008 ; Soares de Oliveira, 2008 ; Alden *et al*., 2009).

Il s'agira dans ce chapitre d'éprouver deux hypothèses :

- A l'échelle locale, les impacts et les risques apparaissent de nature à pouvoir être gérés, parce que le milieu n'est pas d'une sensibilité extrême (au plan écologique et géopolitique) et que les activités présentent des impacts ordinaires pour ce type d'investissement ;
- La raffinerie élargit les perspectives de développement économique du Tchad.

Ce chapitre mobilise des informations sur la Chine, sur le Tchad, et enfin sur le projet Rônier lui-même. On rappelle ainsi pour mémoire les enseignements de la littérature scientifique générale sur la présence chinoise en Afrique, notamment dans le domaine des hydrocarbures, que l'on a complétés par un entretien mené en juin 2010 avec M. Huang Mingyuan, Conseiller économique et commercial de l'ambassade de Chine au Tchad. Sur le projet lui-même et ses enjeux pour les espaces d'accueil au Tchad, nous utilisons, outre la modeste documentation ouverte disponible – pour l'essentiel le journal de la SHT[101] et la presse - des documents provisoires de l'Étude d'impact environnementale du projet (EIE) auxquels nous avons eu accès.

Nous commencerons par décrire le contexte géographique dans lequel s'insère le projet Rônier au Tchad et le projet lui-même (7.2). Puis, nous en présenterons successivement les enjeux du point de vue de la Chine (7.3) et du Tchad (7.4).

7.2 Le contexte du projet

Le projet Rônier marque une troisième phase de l'histoire pétrolière tchadienne, après le temps des occasions manquées (1973-2000) et la réalisation du projet de Doba (depuis 2000). Il concerne des espaces qui, du point de vue environnemental et

[101] Société des hydrocarbures du Tchad.

sociopolitique, présentent une sensibilité moyenne. Cependant, les contours du projet actuellement connus sont sans doute destinés à évoluer.

7.2.1 Les origines : les héritages d'Encana à l'ombre de Doba

Dans l'histoire pétrolière tchadienne, la notoriété des gisements concernés par le projet Rônier a été limitée par l'antériorité et l'importance plus grande de ceux de Doba.

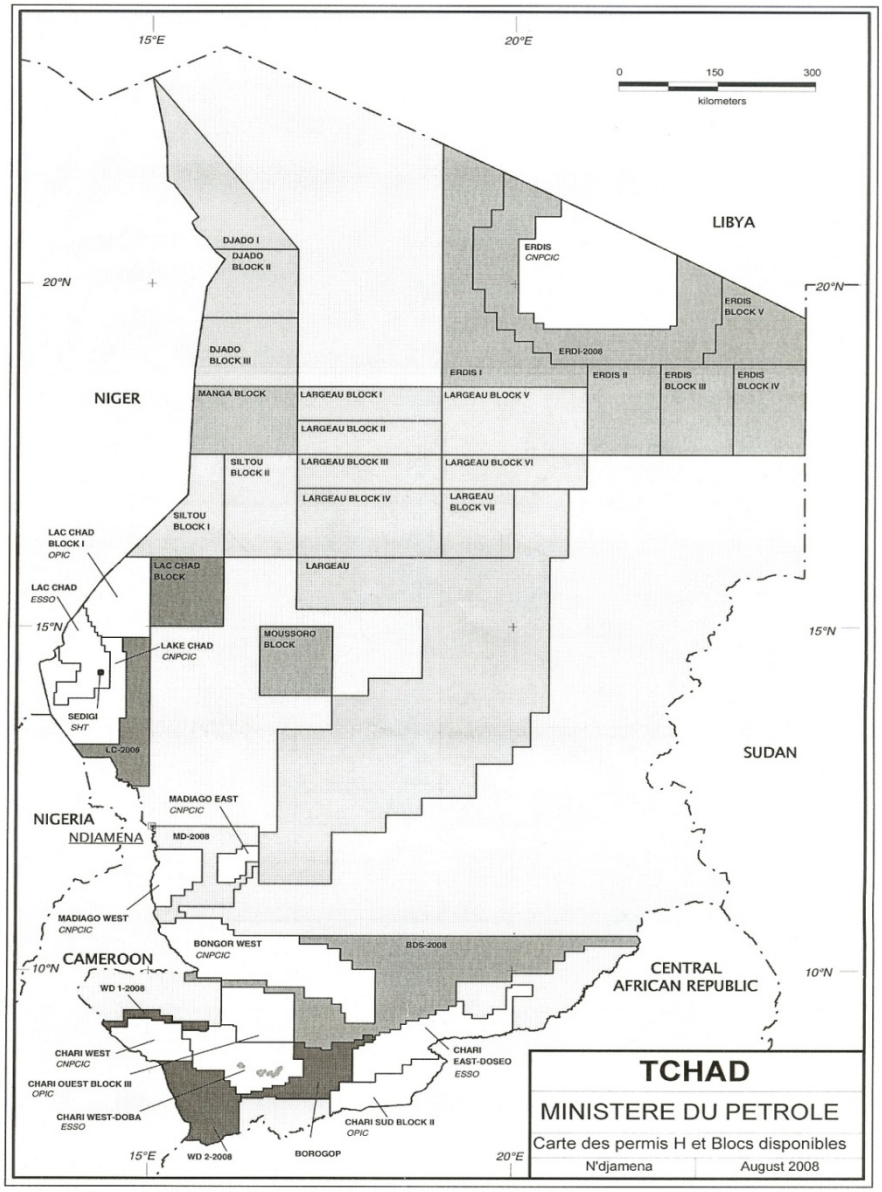
En effet, les recherches pétrolières ont commencé dans les années 1950 au Tchad dans les bassins de Doba, Doséo et du Salamat. Elles ne se sont étendues au bassin de Bongor et à celui du Lac Tchad que dans les décennies 1960-1970. Les recherches furent conduites par des consortiums à géométrie variable et à dominante américaine, initialement dominés par Conoco. La première découverte significative fut réalisée à Doba en 1973 ; on trouva également peu après un potentiel exploitable, mais plus modeste, à Sédigui, près de Rig Rig, à une centaine de kilomètres au nord du Lac Tchad.

Dans les années 1980 et au début des années 1990, l'activité de prospection fut fortement ralentie par les phases de la guerre civile (1979-1984) puis par l'instabilité politico-militaire qui lui succéda. A nouveau, c'est par Doba qu'on assista à la renaissance de l'activité pétrolière au Tchad, dans la deuxième moitié des années 1990 (*cf.* chapitre 5). Au début des années 2000, Encana et Cliveden Petroleum Company menèrent des campagnes d'exploration actives dans le centre ouest du Tchad (Lac et bassin de Bongor)[102]. En 2003, la CNPC s'associa à Encana, puis prit 50% des parts du consortium en 2006, avant de racheter la totalité du permis H le 12 janvier 2007, pour 25,6 millions de dollars (Maoundonodji, 2009 : 417).

[102] Le bassin des Erdis, à la frontière libyenne, relève du même permis. Mais il ne semble pas avoir été l'objet de recherches conséquentes – du fait sans doute de son éloignement du centre du Tchad et de sa forte sensibilité géopolitique (il mord sur la bande d'Aouzou, qui fut l'objet des guerres tchado-libyennes des années 1980).

Géographiquement, les zones concernées se divisent en trois zones (*cf.* carte 1) : le grand Nord (les Erdis), le Lac Tchad, et un ensemble méridional un peu morcelé qui s'organise au nord et à l'ouest du permis Exxon de Doba (Madiago, Bongor au nord ; Chari ouest, à l'ouest).

Carte 1 : Les blocs pétroliers au Tchad



La CNPC hérite avec le permis Encana des résultats de campagnes d'exploration récentes, et également des informations produites dans le cadre des études d'impact

environnementales systématiquement réalisées par Encana durant les forages de prospection (voir par exemple Golder, 2004 ; Rémuzat, 2004)[103]. Ces processus ont également habitué les populations riveraines des sites à recevoir de l'information et des compensations. Durant les deux années de travail conjoint, la CNPC a pu se familiariser avec les approches environnementales d'Encana – dont elle a d'ailleurs repris l'essentiel du personnel HSE[104] en 2007.

7.2.2 Les contours du projet Rônier

Rônier est un projet pétrolier novateur mais de dimension relativement modeste : une production de 20.000 à 60.000 barils par jour doit alimenter une petite raffinerie située au nord de Ndjaména par la construction d'un oléoduc de 300 kilomètres environ.

La réalisation du projet Rônier a été décidée dans le cadre d'un accord global de coopération entre les États tchadien et chinois de janvier 2007, précisé en septembre 2007 pour ce qui concerne le projet de raffinerie. L'État tchadien, à travers la SHT, est actionnaire à 40% de la Société de raffinage de Ndjaména (SRN) – constituée pour gérer la raffinerie -, les 60% restant revenant à la CNPCIC[105]. C'est la CNPCIC qui pourvoit à la totalité de l'investissement nécessaire à la construction des champs de pétrole et de l'oléoduc. Le coût du projet est pour le moment estimé à 1 milliard de dollars, dont la moitié pour la construction de la raffinerie et l'autre moitié pour le développement des champs et du système de transport.

Le projet se compose donc de trois éléments : les champs de pétrole, l'oléoduc et la raffinerie. Il s'agit, dans un premier temps, de développer environ 80 puits de pétrole dans les champs de Rônier 1, Rônier 4, Rônier C1 et Mimosa 4 – près du village de Koud Alwa, à 20km environ à vol d'oiseau au sud de la petite ville de Bousso. Pour

[103] Ce qu'Exxon ne fait pas.

[104] Health Security Environment.

[105] China National Petroleum Company – International Chad.

ce faire, un centre des opérations, des stations de pompage et de collecte, une piste d'atterrissage, des routes d'accès, une base vie permanente, des camps provisoires pour la construction, ainsi qu'une aire de stockage et un réseau de lignes électriques devront être aménagés (ISM Consult, 2009b). Il s'agira ensuite de connecter les gisements à la raffinerie par un oléoduc de 311km, d'orientation sud-est / nord-ouest, qui traverse le Chari puis le suit en rive droite sans accident de relief majeur jusqu'aux plaines inondables qui bordent Ndjaména au nord. La construction de l'oléoduc nécessitera l'occupation d'environ 1.000 hectares de terres, dont 90% seront ensuite rendues à leur occupant, une fois les travaux terminés et l'oléoduc enterrés (*ibidem*). La raffinerie de Djermaya, d'une capacité de 40.000 baril par jour, traitera dans un premier temps environ la moitié (ISM Consult, 2009a). Les produits pétroliers divers qui y seront élaborés[106] doivent notamment alimenter une zone industrielle, dont la taille et le contenu précis ne sont pas encore connus.

7.2.3 Le milieu d'accueil : une charnière tchadienne

Les éléments qui composent le projet Rônier traversent des milieux naturels et humains assez représentatifs de la diversité géographique tchadienne ; ils ne sont néanmoins pas les plus sensibles sur le plan environnemental et sociopolitique.

Des champs de pétrole à la raffinerie, les infrastructures du projet traversent quatre types de milieux (ISM Consult, 2009a ; *cf. carte* 2) : les champs de pétrole appartiennent à l'interfluve Chari Logone, qui présente un milieu de savanes arborées nord soudaniennes encore relativement peu densément peuplé. L'oléoduc franchit ensuite la vallée du Chari : cette ancienne frontière géopolitique du royaume du Baguirmi est depuis les sécheresses des années 1970 un axe de convergence pour des populations d'origines diverses, agriculteurs et pêcheurs, et de transhumance pour les

[106] Lors d'une première phase, la raffinerie est censée produire 700.000 tonnes d'essence et de diesel, 20.000 tonnes de kérosène, 25.000 tonnes de polypropylène, 60.000 tonnes de GPL et 40.000 tonnes de mazout.

troupeaux Peul et Arabes. La biodiversité est relativement riche dans le Chari, ses affluents et défluents (poisson, hippopotame, oiseaux, etc.). L'itinéraire traverse ensuite les forêts de l'ouest du Baguirmi, dont le couvert végétal s'éclaircit à mesure que l'on progresse vers le nord : le peuplement y est irrégulier, mais modéré dans l'ensemble. La différence de mode de peuplement entre les rives du Chari (gros villages groupés) et les espaces situés au-delà vers le nord (petits hameaux dispersés) reflète la profondeur de la nappe et l'accessibilité de l'eau. Le tracé de l'oléoduc évite la plupart des gros villages. Les denses forêts du sud-ouest Baguirmi, autour du bahr Erguig, très peu densément occupées, sont encore riches en faune sauvage sahélo-soudanienne (antilopes, éléphants). Plus au nord, à l'ouest de Dourbali, l'influence de Ndjaména se traduit par la dégradation du couvert végétal ; on observe aussi l'existence de vastes gommeraies. Enfin, au nord de Yarwa Baktaba, l'oléoduc aborde une plaine inondable également moyennement peuplée, où les sols argileux, peu végétalisés, sont propices à la culture des sorghos repiqués de saison sèche, le *berbéré*.

Carte 2 : Le tracé de l'oléoduc de Rônier à la raffinerie de Djermaya

Source : CNPCIC

Dans le contexte tchadien, les zones traversées apparaissent en situation moyenne du point de vue de leur sensibilité écologique, socio-économique et politique. On ne rencontre pas d'aires protégées ou de zone à très haute valeur et vulnérabilité environnementale, comme le serait par exemple le Lac Tchad. Mais l'oléoduc traverse le fleuve Chari – tributaire majeur du Lac. Les ressources en eau de la vallée du Chari et les nappes souterraines fixent des populations nombreuses en aval de la traversée (dont celles de l'agglomération de Ndjaména, la capitale, qui compte environ un million d'habitants) : toute pollution importante à ce point précis aurait des conséquences considérables. De même, les zones inondables de la plaine septentrionale, autour de la raffinerie de Djermaya, semblent relativement vulnérables à des pollutions – l'inondation étant susceptible de transporter les produits de

déversements éventuels. Enfin, les forêts de l'ouest Baguirmi abritent encore une faune sauvage, qui, si elle semble relictuelle par rapport à ce qu'elle fut – elle a beaucoup souffert des conflits armés -, demeure suffisamment importante pour représenter un enjeu de gestion environnemental pour un projet industriel comme celui dont il est question.

Les espaces concernés par le projet Rônier apparaissent, à nouveau, en situation intermédiaire du point de vue de la fragilité de l'économie rurale. Les formes de celle-ci sont dominées par l'agriculture et l'élevage extensifs, auxquels s'ajoute la pêche le long de la vallée du Chari. La vulnérabilité propre aux espaces sahéliens vis-à-vis de la variabilité de la pluviométrie se traduit certes par une sécurité alimentaire précaire selon les années et les groupes sociaux. Mais, dans l'ensemble, grâce à la richesse des sols, à la possibilité de diversifier les revenus (pêche et maraîchage le long du Chari, gommeraies à l'ouest de Dourbali, *berbéré* dans la plaine inondable) ainsi qu'à la proximité du marché urbain ndjaménois, ces espaces apparaissent relativement favorisés au sein du Sahel tchadien.

Enfin, du point de vue géopolitique, l'espace d'accueil du projet Rônier apparaît plus comme une zone charnière de convergence cosmopolite du peuplement, que comme un espace de tension identitaire – se distinguant ainsi par exemple du milieu d'accueil du projet Doba[107]. L'espace du projet Rônier n'a pas d'identité politique cohérente sur la scène nationale. Au niveau local, si la compétition pour les ressources foncières et la cohabitation agriculture élevage cause bien quelques conflits, ceux-ci demeurent jusqu'à présent assez bien régulés par les pouvoirs coutumiers.

[107] Les champs de pétrole de Doba sont situés au cœur d'une des zones des rébellions « sudistes » des années 1980-1990 (voir Magrin, 2001). Un des opposants politiques tchadiens les plus véhéments, Ngarledji Yorongar, député de la petite ville de Bébédja, également proche des gisements, était couramment désigné dans la presse nationale comme « le député des 300 puits ».

7.3 Le projet Rônier dans la stratégie de la Chine et de la CNPC

Le projet Rônier témoigne du pragmatisme qui préside à la mise en œuvre de la stratégie chinoise d'investissement en Afrique dans le secteur des ressources naturelles.

7.3.1 L'intérêt de la Chine pour le pétrole africain

Le projet Rônier s'inscrit au sein de relations sino-africaines qui s'organisent en deux grandes phases. Des indépendances de 1960 aux années 1990, la dimension politique est prépondérante (Alden *et al*., 2008). Dans le contexte de la guerre froide, la Chine appuie les luttes pour l'indépendance des territoires africains. Sa politique africaine est ensuite en partie influencée par la rivalité avec Taïwan – dans le cadre d'une « diplomatie du portefeuille » où l'appui économique est le prix de la reconnaissance politique. Les années 2000 marquent un tournant, caractérisé par l'exceptionnelle croissance économique de la Chine, qui l'amène à reconsidérer ses relations mondiales. Taïwan, qui n'est plus reconnu que par un petit nombre d'États africains, devient un enjeu secondaire de la stratégie africaine de la République Populaire de Chine. En 2002, le président chinois Hu Jintao lance la politique de « l'élan vers l'extérieur » (*go out !*), dont l'objectif est d'encourager les entreprises chinoises à investir à l'étranger : il s'agit de valoriser les liquidités accumulées grâce aux exportations record, d'employer les ressources humaines disponibles, mais aussi d'accélérer les apprentissages, et enfin de sécuriser les approvisionnements nationaux en matières premières. Les ressources naturelles africaines, et notamment le pétrole, occupent une place importance dans cette stratégie – même si le pétrole ne représente encore qu'une faible part des investissements chinois en Afrique[108].

La politique pétrolière chinoise en Afrique se caractérise par sa perspective mercantile et par la compétition qui préside à l'implantation dans une des dernières lices du jeu

[108] 7%, selon M. Huang Mingyuan, Conseiller économique et commercial de l'ambassade de Chine au Tchad.

pétrolier mondial (Copinschi, Noël, 2005 : 30). Jusqu'en 1994, la Chine était exportateur net de pétrole. En 2004, elle est devenue le deuxième importateur mondial (Soares de Oliveira, 2008 : 88), et égale les États-Unis en 2010. A partir de la fin des années 1990, le gouvernement chinois assure la croissance d'entreprises pétrolières nationales chargées de prendre en charge l'ensemble de la filière – de l'exploration à la distribution, en passant par la production, le transport, la transformation (Soares de Oliveira, 2008 : 85). L'approche mercantile chinoise dans le domaine pétrolier repose sur une méfiance vis-à-vis des marchés et de leur instabilité (économique, géopolitique). Pour s'en préserver, la Chine souhaite soustraire une part significative de ses approvisionnements aux marchés mondiaux grâce au contrôle de ressources par ses propres compagnies pétrolières nationales. Pour y parvenir, elle a investi dans des relations bilatérales amicales fortes avec des pays producteurs (*ibidem* : 89).

L'accès aux ressources pétrolières africaines a été rendue possible par une stratégie originale destinée à investir les espaces laissés vacants par les grandes compagnies occidentales. A partir de 1995, la CNPC a été au Soudan l'opérateur central de la Greater Nile Petroleum Operation Company – en consortium avec Talisman et Petronas -, profitant de l'embargo qui éloignait les *majors* internationales. Le Soudan a servi de première expérience d'une stratégie ensuite mise en œuvre dans plusieurs pays (Nigeria, Angola, Guinée Équatoriale, etc.), consistant à passer des accords globaux (« *package deals* »), situant les contrats pétroliers au sein d'un cadre de coopération plus large se traduisant par de l'aide, des lignes de crédit, des financements d'infrastructures diverses – routes, chemin de fer, ports, stades, raffinerie, etc. (Soares de Oliveira, 2008 : 96 ; voir aussi Foster *et al.*, 2009).

7.3.2 Le pétrole et la Chine au Tchad

Le pétrole occupe aujourd'hui une place centrale dans les relations sino-tchadiennes.

En 2006, la Chine et le Tchad renouent des relations diplomatiques un moment contrariées. Peu après, la CNPC entre dans le capital du consortium dirigé par Encana,

avant d'en prendre la totalité des parts l'année suivante. Alors qu'elle consolide ses positions dans l'exploitation du pétrole soudanais, la Chine mène parallèlement deux projets pétroliers similaires au Tchad et au Niger (*cf.* chapitre 11). Elle conforte ainsi sa présence dans une Afrique médiane pétrolière qui apparaît comme une nouvelle province, encore modeste mais au potentiel à développer, par opposition au Golfe de Guinée où les compagnies les premières venues disposent de positions fortes difficiles remettre en cause (Shell au Nigeria, Total au Gabon et au Congo, Exxon en Guinée Équatoriale, etc.).

Au Tchad, le projet pétrolier chinois occupe une position phare – avec la construction d'une cimenterie à Pala - au sein d'une stratégie globale conforme au modèle développé au Soudan et ailleurs : allègement de dette, dons financiers et alimentaires, financement de voirie urbaine, prêts de l'Eximbank pour permettre la participation du Tchad au projet de raffinerie, ainsi qu'un ensemble de mesures de coopération dans des domaines divers (biocarburants, énergie solaire, agriculture, etc.)[109], pour un total estimé à 80 millions de dollars en 2007 (Reuters, 2007).

Les intentions à moyen et long terme de la Chine et de la CNPC au Tchad n'ont pas été formulées de façon précise ; du moins, elles ne sont pas citées dans les documents qui présentent le projet Rônier (SHT, 2009a, b, c), que l'on se contente de décrire pour lui-même. Plusieurs hypothèses peuvent cependant être formulées sur le projet Rônier dans son format actuel : il peut constituer une fin en soi, c'est-à-dire un projet commercial destiné à être rentable dans les limites envisagées. Il peut représenter une première phase, en attendant des développements ultérieurs dans l'exploitation du pétrole au Tchad. Il peut aussi participer d'une stratégie plus globale, où le pétrole

[109] Entretien avec M. Huang Mingyuan, Ndjaména, juin 2010.

serait une ressource parmi d'autres susceptibles d'intéresser la Chine – avec l'uranium du Mayo-Kebbi[110], par exemple.

Sans que l'on puisse totalement exclure la troisième possibilité, la seconde apparaît aujourd'hui de loin comme la plus probable : en effet, la raffinerie ne sera pas en mesure de traiter la totalité de la production prévue ; de plus, celle-ci pourrait bien augmenter, si d'autres puits explorés dans le bassin de Bongor (Mimosa, Baobab, etc.) ou les bassins voisins devenaient tout à coup exploitables du fait de l'existence d'un système de transport. L'ambassade de Chine n'en fait pas mystère : le projet est présenté comme participant d'une logique « gagnant gagnant », le Tchad y trouvant l'opportunité d'étoffer son système économique et industriel (raffinerie, zone industrielle), la Chine y puisant des ressources supplémentaires – ce qui implique une exportation[111]. Au premier semestre 2010, les dirigeants de la CNPCIC se sont rendus à plusieurs reprises dans la zone de Doba pour visiter les installations. Des discussions ont été engagées avec les responsables d'Exxon Chad en vue de l'achat par la CNPCIC des champs périphériques (de Doba) de Krim Krim et Mangara, produisant environ 20.000 barils par jour, déjà reliés à l'oléoduc de Doba. Elles pourraient être prolongées à propos de la connexion des champs de Rônier à l'oléoduc de Doba, via Krim Krim. Un prolongement d'oléoduc de 50 à 100km – selon l'itinéraire retenu - serait alors seulement nécessaire. La CNPCIC y gagnerait un moyen relativement peu coûteux d'exporter sa production au Tchad, Exxon accélérant l'amortissement de son investissement – actuellement utilisé à la moitié de sa capacité du fait de la baisse de la production de Doba[112]. Cette éventualité d'une connexion des exportations du bassin de Bongor avec l'oléoduc de Doba aurait été envisagée par la Banque mondiale et Exxon dès le calibrage originel du projet. La possibilité qu'elle soit exploitée par

[110] Où des travaux de prospection sont menés depuis quelques mois par une filiale sud-africaine d'Areva.

[111] Entretien avec M. Huang Mingyuan, Ndjaména, juin 2010.

[112] Qui correspond au profil d'exploitation initialement envisagé.

une entreprise chinoise était évoquée par le *New York Times* dès l'accord conclu entre la Chine et le Tchad, en janvier 2007. Au-delà de la question de ses conditions financières, une telle connexion impliquera un accord précisant la manière dont les systèmes de standards devront s'articuler.

L'avenir pétrolier du Tchad dépendra des découvertes à venir, des possibilités de les exporter et des négociations entre les acteurs du jeu pétrolier (gouvernement tchadien, CNPCIC, Exxon). La connexion des champs de Rônier à l'oléoduc de Doba paraît aujourd'hui très probable, envisageable à relativement court terme. De manière alternative ou complémentaire (si la production tchadienne devait augmenter au-delà des capacités de transport de l'oléoduc de Doba), l'option d'un oléoduc du Tchad au Soudan serait aussi considérée. Une telle infrastructure faciliterait l'exportation vers la Chine, *via* Port Soudan. Mais elle restera suspendue à l'évolution de la situation politique au Soudan, et notamment aux conséquences du référendum d'autodétermination au Sud prévu en 2011, alors que la forte incertitude qu'il nourrit semble peu compatible avec des décisions d'investissements lourds. Enfin, l'option d'un achat par la CNPCIC – dans un moyen terme difficile à définir - du permis de Doba et des installations afférentes n'est pas non plus à écarter. Exxon pourrait souhaiter se désengager d'un projet largement amorti, dont la rentabilité a dépassé les attentes, au moment où la fin de cycle pourrait causer quelques difficultés de gestion environnementale. La CNPCIC pourrait y trouver un intérêt à la fois en termes d'accès à des ressources et d'apprentissage technologique.

Quoi qu'il en soit, aux yeux des observateurs avertis[113], la CNPC apparaît aujourd'hui comme le partenaire pétrolier de long terme du Tchad, à la fois parce que ses réserves semblent pouvoir s'étendre de façon significative et parce que la diversité des actions mises en œuvre répond à des besoins nationaux prioritaires.

[113] Entretien avec Soumaine Adour, Oxfam, Ndjaména, juillet 2010.

7.4 L'importance du projet Rônier pour le Tchad

Le projet Rônier présente des enjeux importants pour le Tchad, car il peut contribuer à élargir ses marges de manœuvre face à ses partenaires, à dynamiser et à diversifier son économie, tout en permettant l'approfondissement des apprentissages par les acteurs nationaux.

7.4.1 Des marges de manœuvre élargies

Les hasards de la géopolitique ont joué leur rôle dans la situation actuelle : l'imbrication des crises politico-militaires soudanaise et tchadienne au milieu des années 2000, et le soutien du premier aux rébellions tchadiennes, auraient joué un rôle moteur dans la décision du gouvernement tchadien de renouer les relations avec la Chine Populaire. En effet, la qualité des relations sino-soudanaises contribuait à renforcer Khartoum dangereusement pour le Tchad. Trois mois après l'échec d'une colonne rebelle armée venue du Soudan à prendre le pouvoir à Ndjaména, le Tchad renouait en effet avec la Chine Populaire (Maoundonodji, 2009 : 404). Cette nouvelle alliance était d'autant plus précieuse que les relations du gouvernement tchadien avec la Banque mondiale et le consortium pétrolier étaient tendues (Pegg, 2009).

Le projet Rônier a donc des implications relationnelles : la présence chinoise renforce les positions de négociation tchadiennes face aux autres acteurs, qu'il s'agisse des bailleurs de fonds occidentaux (Banque mondiale et autres) (ICG, 2010) ou du consortium mené par Exxon. A titre d'exemple, les discussions sur le torchage du gaz de Doba par Exxon auraient changé depuis quelques mois. Cette pratique du torchage, objet de constantes revendications de la partie tchadienne depuis le début de l'exploitation, a évolué : depuis quelques mois, le gaz serait davantage utilisé pour la production d'électricité, les quantités brûlées auraient diminué. Mais surtout, la

présence chinoise aurait coïncidé avec une plus grande ouverture de la part du consortium de Doba sur cette question[114].

7.4.2 Diversifier l'économie par les hydrocarbures ?

Le projet Rônier peut exercer deux types d'effets sur l'économie nationale : à travers sa première phase, il pourrait favoriser le développement en créant des liens entre le secteur pétrolier et les autres domaines ; à terme, il devrait aussi augmenter la rente pétrolière de l'État.

Le fardeau énergétique constitue depuis longtemps un des obstacles majeurs au développement du Tchad : du fait de l'enclavement, des difficultés des raffineries nigérianes et de celles de gestion du secteur de l'énergie, l'électricité au Tchad est une des plus chères du monde, une des plus rares aussi – seules quatre ou cinq villes[115] sont alimentées de façon à peu près régulière en électricité, au prix de pannes très fréquentes ; les interruptions ponctuelles de l'approvisionnement en carburant désorganisent aussi l'économie. La pénurie structurelle d'énergie pénalise profondément les secteurs productifs – l'embryon d'industrie[116] aussi bien que l'artisanat (voir Magrin, 2001 et 2007).

Les gouvernants tchadiens ont essayé de lever cette contrainte depuis longtemps. Ainsi, l'idée de construire une raffinerie à partir du petit gisement d'huile légère du Kanem (Sédigui) remonte à la fin des années 1970 (Maoundonodji, 2009 : 246). A la fin des années 1990, le gouvernement tchadien et la Banque mondiale parviennent d'abord à imposer l'idée d'un couplage des projets de Doba et Sédigui, la production

---

[114] Entretien avec un haut fonctionnaire du ministère des Mines et de l'Énergie, août 2010.

[115] Outre la capitale Ndjaména, Moundou, Sarh et Abéché disposent de réseaux locaux depuis longtemps, mais leur capacité de production est très insuffisante face à la croissance des besoins. Faya Largeau, Bongor, Doba ont été récemment équipées de centrales, mais l'électricité y demeure très rare. Les réseaux ne sont pas interconnectés.

[116] La Société tchadienne des textiles (STT), qui produisit à Sarh des années 1970 à la fin des années 1990, fut notamment victime du coût de l'énergie – par rapport à des importations en provenance du Nigeria beaucoup plus compétitives (Magrin, 2001).

du Sud étant destinée à l'exportation, celle du Lac à alimenter une mini-raffinerie à construire à Farcha, dans la proche banlieue de Ndjaména. Mais le retrait d'Elf et Shell du consortium, en 1999, compromettent le projet : le consortium qui se reconstitue peu après (Exxon Chevron Petronas), en position de force face à un gouvernement qui craint de voir le rêve pétrolier s'échapper à nouveau (*cf.* chapitre 5), obtient la dissociation des deux exploitations et abandonne le pétrole du Lac. Le projet Sédigui est alors confié à une entreprise soudanaise, Concorp, dont les dirigeants ont des liens anciens avec certains officiels tchadiens. Mais l'entreprise est sans expérience dans le domaine pétrolier : l'oléoduc qui a commencé à être construit[117] a tellement de défauts que le chantier doit être abandonné (Tulipe, 2004). Le directeur de l'entreprise est assassiné peu après. Tandis que le projet Doba est réalisé dans des délais très rapides, l'ambition d'une production pétrolière orientée vers les besoins du marché national semble à nouveau hors de portée.

Le projet Rônier remet donc cette perspective d'utilisation directe[118] des ressources pétrolières au service du développement de l'économie nationale au goût du jour. Les retombées de la période du chantier devraient être limitées par rapport à celles du chantier de construction des infrastructures du projet Doba. Dans la région de production[119] comme à Ndjaména, la période du chantier avait été celle du plus fort impact direct du projet sur l'économie nationale - ce qui n'avait pas empêché le ressentiment des nationaux (milieux d'affaires et candidats au recrutement), car le contexte du Tchad, encore largement caractérisé par une économie informelle et une main-d'œuvre faiblement qualifiée, avait amené le consortium à mobiliser largement

[117] Les tuyaux non enterrés sont encore visibles sur le sable sur la piste Tourba Massakory ou Ngouri Bol.

[118] Le projet de Doba fournit à l'État la rente liée à l'exportation d'une matière brute, qui présente, comme toute rente, l'inconvénient d'être déconnectée des secteurs productifs de l'économie nationale (Magrin *et al*., 2009).

[119] Considérée au sens large selon les termes de l'accord de crédit avec la Banque mondiale, il s'agit en fait de l'ancien Logone géographique (régions du Logone occidental et oriental, de la Tandjilé et du Mandoul).

des compétences étrangères, internationales ou régionales (sous-traitants, emploi qualifié) (Magrin, 2003). Les dimensions plus modestes du projet Rônier, ainsi que la volonté des partenaires (gouvernement tchadien et CNPCIC) de le conduire à son terme dans des délais serrés, imposent le recours dominant à des sous-traitants chinois. Les opportunités d'emploi et d'affaires locales existent, mais elles sont limitées (*cf.* chapitre 9).

Ici, ce sont les résultats de l'entrée en production du projet qui pourraient donc avoir le plus d'effets positifs sur l'économie nationale. Le brut doit notamment alimenter une centrale thermique qui produira 40MwH, dont la moitié servira au fonctionnement de la raffinerie et l'autre moitié (20MwH) sera fournie à la STEE – à des conditions qui ne sont pas encore précisées. Cela ne suffira pas à résoudre les problèmes structurels d'alimentation en énergie d'une capitale dont la consommation actuelle est de l'ordre de 100MwH, mais permettra néanmoins de soulager un réseau saturé, en attendant que des solutions de plus long terme soient mises en œuvre. Si la filière mise en place à partir de la raffinerie fonctionne bien, l'économie tchadienne pourrait disposer d'une large gamme de produits pétroliers. On peut espérer que les produits soient disponibles de manière plus régulière et à un prix plus favorable que dans la situation actuelle, caractérisée par la dépendance envers des importations nigérianes sujettes aux interruptions et aux variations de prix.

Le contenu des activités qui seront développées dans la zone industrielle projetée à proximité de la raffinerie revêt une grande importance. Des activités pétrochimiques sont évoquées, sans beaucoup de précision pour le moment. Le développement de cette zone industrielle nécessiterait un dialogue approfondi avec les acteurs nationaux – à travers par exemple la Chambre de commerce et d'industrie de Ndjaména -, afin que les choix soient économiquement viables et porteurs des effets d'entraînement les plus significatifs pour les opérateurs tchadiens. En effet, au Tchad comme ailleurs en Afrique, transformer d'habiles commerçants en industriels modernes constitue un des

nœuds de l'énigme du développement (Grégoire, Labazée, 1993). En outre, la mise en place d'un embryon industriel autour de la raffinerie mériterait également d'être mise à profit pour explorer les moyens d'engager le Tchad sur le chemin des transitions énergétiques qui se produiront au cours du XXIe siècle : l'économie pétrolière pourrait aider à sortir du règne sans partage des énergies fossiles. La coopération internationale - chinoise et / ou européenne - pourrait par exemple être sollicitée pour apporter son expertise et aider à la mise en place d'une usine de panneaux solaires.

7.4.3 Des apprentissages à prolonger

Le projet Rônier constitue aussi une opportunité pour les acteurs tchadiens de poursuivre les apprentissages initiés dans le cadre du projet Doba.

Cela vaut pour le secteur public, où il s'agit d'augmenter les capacités institutionnelles et techniques de la SHT, de clarifier les relations avec le ministère du pétrole, de renforcer la fonction de suivi environnemental de l'État – notamment à travers le Comité technique national de suivi et de contrôle des aspects environnementaux des projets pétroliers (CTNSC) (*cf.* chapitre 5). L'augmentation de la rente pétrolière sera permise par les phases ultérieures du projet actuel, à travers l'exportation de brut. Son ampleur demeure aujourd'hui inconnue. Les enjeux sont ici ceux de l'amélioration de la gestion publique pour éviter ses effets pervers sur les institutions et sur l'économie (Rosser, 2006).

Mais cela vaut aussi pour les autres acteurs, et notamment ceux de la société civile. Les organisations nationales qui se sont spécialisées dans le suivi des activités pétrolières et le plaidoyer depuis le début du projet Doba – notamment le Gramptc et les réseaux CPPN et CPPL – doivent apprendre à évoluer dans un contexte différent de celui qui les a vues naître : le retrait de la Banque mondiale diminue l'écho médiatique international de la scène pétrolière tchadienne, ce qui implique de rechercher un équilibre nouveau entre les formes anciennes de plaidoyer et une recherche de dialogue plus approfondi avec l'État et la compagnie pétrolière. La tâche

est ardue, mais indispensable pour faire fructifier les acquis de l'expérience de Doba dans une perspective de gouvernance indispensable pour éviter les ornières de la « malédiction des ressources naturelles » (Magrin *et al*., 2009).

A l'échelle locale des zones concernées par le projet Rônier, la société civile part de loin : les organisations y étaient moins nombreuses et moins fortes que dans la zone soudanienne qui accueillit le projet Doba, et elles ne bénéficient pas du soutien de la Banque mondiale, ou, indirectement, de l'appui des grandes ONG internationales motivé par l'implication de la grande institution internationale. Les ONG et réseaux nationaux nés de Doba les aident à s'organiser en réseau – par exemple à travers le Croscap / LC[120]. Les enjeux seront ceux, désormais habituels, de la défense des intérêts des riverains et de l'environnement face aux activités industrielles (compensation des pertes de terre, accidents, nuisances, etc.).

Une question importante demeure mal précisée : comment les impacts régionaux multiformes des activités pétrolières seront-ils compensés ? Il s'agit des impacts qui dépassent ceux localisés le long des installations, dont la compensation obéit à une logique individuelle (compensation en argent ou en nature pour la perte de terre, d'arbres, maison, etc.) ou communautaire (petits équipements villageois). Ils renvoient par exemple aux phénomènes d'inflation, aux circulations accrues qui dégradent les pistes, causent des accidents, perturbent la faune domestique ou sauvage, etc.. A Doba, la loi de répartition des revenus pétroliers de 1999 avait résolu cette question en affectant 5% des recettes à la région productrice du Logone oriental. Les représentants des populations des espaces concernés (chefs coutumiers, députés, ONG, parfois fonctionnaires) revendiquent un dispositif analogue pour ce nouveau projet. Mais cela pose des problèmes inédits (ISM, 2009b) : 5% de quoi, puisqu'il ne s'agit pas d'exporter du pétrole, du moins pas dans un premier temps ? Deux régions

[120] Collectif des réseaux et organisations de la société civile en appui aux populations locales du Loug Chari (Croscap / LC).

seront concernées d'abord[121], mais l'extension des champs et la connexion éventuelle avec le système d'exportation de Doba élargiront cette base géographique à la Tandjilé, au Mayo-Kebbi Est, au Logone occidental… Les incertitudes qui planent sur le processus de décentralisation[122] accroissent la complexité de ce problème. L'enjeu est d'éviter les maux connus par le delta du Niger, où l'absence de retombées régionales a d'abord causé des tensions considérables, avant que les remèdes apportés n'encouragent une fragmentation territoriale sur fond de course à la rente (Sébille-Lopez, 2009) – cette fragmentation rendant le territoire national ingouvernable.

7.5 Conclusions

Le projet Rônier traduit la rencontre de deux stratégies nationales : celle de la Chine, qui cherche à diversifier ses sources d'approvisionnement en pétrole en Afrique ; et celle du Tchad, qui vise à élargir ses partenariats, notamment dans ce secteur devenu central dans son économie. Le projet tel qu'il est actuellement mis en œuvre semble présenter des risques environnementaux gérables : il est de taille relativement limitée et les milieux d'accueil présentent une vulnérabilité écologique, économique et géopolitique moyenne. Ses impacts locaux, positifs comme négatifs, semblent devoir être inférieurs à ceux de Doba – car le projet, moins médiatisé, soulève moins d'espoirs, moins de migrations, mais fournit aussi moins d'emploi et d'opportunités d'affaires.

Une fois fonctionnel, le projet Rônier fournira un peu d'énergie à Ndjaména, mais il contribuera surtout à la diversification de l'économie nationale – à travers la production de produits pétroliers. Dans une deuxième phase, il pourrait supporter la

---

[121] La région du Chari Baguirmi abrite les champs de Rônier et l'essentiel du tracé de l'oléoduc ; celle d'Hadjer Lamis la fin de celui-ci et la raffinerie.

[122] La constitution de 1996 instaure au Tchad une république unitaire décentralisée. Du fait notamment des troubles politico-militaires qu'a connus le pays durant les décennies 1990-2000, aucune élection locale n'a encore été réalisée. Depuis 1999, on a assisté à plusieurs vagues de créations territoriales (nouveaux départements, sous-préfectures, etc.).

création d'un secteur pétrochimique dans la zone industrielle projetée près de la raffinerie de Djermaya, et augmenter la rente pétrolière nationale, si l'augmentation de la production pétrolière du bassin de Bongor est rendue possible par sa connexion au système d'exportation de Doba.

Pour la CNPCIC comme pour le Tchad, ce projet représente des enjeux en termes d'augmentation des ressources (pétrolières pour la Chine, financières pour le Tchad), mais aussi de consolidation de la courbe d'apprentissage. Il s'agit pour la CNPCIC de tirer profit des héritages de son expérience au Soudan ainsi que des legs d'Encana ou d'Exxon pour développer un projet pétrolier composite (associant exportation et transformation locale) qui réponde aux normes internationales en contexte de PMA africain ; pour le gouvernement comme pour la société civile tchadienne, l'enjeu réside à consolider les acquis de la phase antérieure en matière de gestion institutionnelle et financière, de régulation environnementale, de dialogue État / société civile.

Les interrogations les plus fortes relèvent de la valorisation économique de la raffinerie et des projets qui pourraient être réalisés en aval (zone industrielle) : en l'absence d'étude de faisabilité, leur viabilité économique reste à démontrer… les risques environnementaux à venir pourraient être plus élevés que ceux d'ores et déjà perceptibles, en fonction du contenu de la zone industrielle, de l'extension des puits de pétrole et du tracé des futurs oléoducs.

7.6 Bibliographie

ALDEN, C. and C. ALVES (2009), *China and Africa's Natural Resources : the Challenges and Implications for Development and Governance*, SAIIA, occasional paper n°41, September 2009, 28p.

ALDEN, C., LARGE D. and R. SOARES DE OLIVEIRA (*eds*.) (2008), *China Returns to Africa. A rising Power and a Continent Embrace*, 382p.

BOSSHARD, P. (2008), *China's Environmental Footprint in Africa*, SAIIA, China in Africa Policy Briefing n°3, Sida, DFID, april 2008, 12p.

CHINA PETROLEUM ENGINEERING CO. LTD (2009), *Provision of General Engineering Services for Surface Facilities Development of Ronier and Surroundings Oil Fields, Bongor Basin, Permit H, First Stage. Conceptual Design. General description*, CNPCIC, janvier 2009, 24p.

COPINSCHI, P. et P. NOËL (2005), L'Afrique dans la géopolitique mondiale du pétrole, *Afrique contemporaine* n°216, 2005-4 : 29-42.

FOSTER, V., BUTTERFIELD, W., CHEN C. et N. PUSHAK (2009), *Bâtir des ponts. Le rôle croissant de la Chine dans le financement des infrastructures en Afrique sub-saharienne*, Banque mondiale, PPIAF, Tendances et orientations n°5, 157p.

GIC (2009), *Groupe international consultatif. Projet d'exploitation pétrolière et d'oléoduc Tchad Cameroun*, rapport bilan, 61p.

GRAMPTC (2010), *Projet pétrole « Rônier » et la raffinerie de Djarmaya : préoccupations environnementales et violations des droits des populations riveraines*, rapport de suivi n°011/CD/Gramptc, mai 2010, 40p

GREGOIRE, E. et P. LABAZEE (1993), *Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest. Logiques et pratiques d'un groupe d'hommes d'affaires contemporains*, Paris, Karthala, Orstom, 262p.

ICG (INTERNATIONAL CRISIS GROUP) (2010), Tchad. La victoire facile d'un État fragile contre les institutions internationales, Thierry Vircoulon, On the african peacebuilding agenda, 2 septembre 2010, 5p.

ISM CONSULT (2009a), *Projet Rônier. Étude d'impact environnementale. Rapport n°1. Ressources naturelles et milieu humain : état des lieux*, version mai 2009, N'Djaména, CNPC-IC, 112p.

ISM CONSULT (2009b), *Projet Rônier. Étude d'impact environnementale. Rapport n°2. Impacts, atténuation, compensation et réinstallation*, version mai 2009, N'Djaména, CNPC-IC, 50p.

MAGRIN, G. (2001), *Le sud du Tchad en mutation. Des champs de coton aux sirènes de l'or noir*, Paris, Sépia-Cirad, 427p.

MAGRIN, G. (2003), *Les enjeux d'un enrichissement pétrolier en Afrique centrale. Le cas du Tchad*, Paris, Graphigéo n°22, coll. Mémoires et documents de l'UMR PRODIG, 93p.

MAGRIN, G. (2007), L'Afrique subsaharienne face aux famines énergétiques, *Echogéo n°3*, décembre 2007-février 2008, 12p. + carte ; http://echogeo.revues.org/index1976.html

MAGRIN, G. et G. VAN VLIET (2009), The Use of Oil Revenues in Africa, in Lesourne, J. (*ed.*), *Governance of Oil in Africa: Unfinished Business*, Paris, Ifri, Les Etudes, Gouvernance européenne et géopolitique de l'énergie, Tome 6 : 103-163.

MAOUNDONODJI, G. (2009), *Les enjeux géopolitiques et géostratégiques de l'exploitation du pétrole au Tchad*, thèse de doctorat en sciences politiques et sociales, Université catholique de Louvain, janvier, 2009, 505p.

MUNSON, P. and Z. RONGHUI (2010), *Feeding the Dragon : Managing Chinese Resource Acquisition in Africa*, US-China partnership for environmental law, USAID-Asia, Vermont Law School, 61p.

PETRY, M. et N. BAMBE (2005), *Le pétrole du Tchad. Rêve ou cauchemar pour les populations ?*, Paris, Karthala (Brot für die Welt, Cordaid, Oxfam, Mesereor, Swissaid), 415p.

REUTERS (2007), « China signs deals worth $80 mln with new ally Chad», Reuters, le 5 janvier, http://www.reuters.com/article/idUSL0557853220070105?pageNumber=1

ROSSER, A. (2006), *The Political Economy of the Resource Curse : A Literature Survey*, IDS Working paper n°268, Centre for the Future State, 34p.

SEBILLE-LOPEZ, Ph. (2009), *Géopolitique des hydrocarbures au Nigeria du plan mondial au plan local : pétrole, gaz, fédéralisme et minorités ethniques dans la région du Delta du Niger*, thèse de doctorat, Institut Français de Géopolitique.

SHT (2009a), La STEE sera bientôt connectée à la raffinerie de Djarmaya, *SHT magazine* n°2, mars 2009 : 9

SHT (2009b), La SHT et la CNPCI constituent un consortium, *SHT Magazine* n°2, mars 2009 : 10.

SHT (2009c), Le Tchad ouvre son 2ème site pétrolier, *SHT Magazine* n°3, juin 2009 : 4

SOARES DE OLIVEIRA, R. (2008), Making sense of Chinese Oil Investment in Africa, in ALDEN, C., LARGE, D., and R. SOARES DE OLIVEIRA (*eds*.), *China Returns to Africa. A Rising Power and a Continent Embrace*, Londres, Hurst & Company : 83-109.

TULIPE, S. (2004), Le bassin tchadien à l'épreuve de l'or noir : réflexions sur la nouvelle donne pétro-politique en Afrique centrale, *Politique africaine* n°94, juin 2004 : 59-81.